

la revue des livres



Observatoire permanent de la coopération française — Rapport 1995.
— Paris, Desclée de Brouwer, Paris, 1995, 184 p.

Observatoire permanent de la coopération française — Rapport 1996.
— Paris, Desclée de Brouwer, 1996, 163 p.

Préoccupés par l'absence de débat sur l'aide publique au développement (APD), quelques associations de solidarité internationale, des universitaires et des chercheurs ont créé l'Observatoire permanent de la coopération française (OPCF). Source de référence qui se veut indépendante, l'OPCF publie, pour la deuxième année consécutive, un rapport annuel qui associe analyses d'ensemble et éléments d'enquêtes plus fouillées.

La réflexion sur l'APD revient comme une préoccupation constante, chiffres et tableaux statistiques à l'appui. Pour 1995, l'analyse en décortique le système d'adoption, d'attribution et de gestion, marqué du sceau du pouvoir quasi discrétionnaire du gouvernement, alors que l'émission administrative nuit à la lisibilité de l'ensemble des opérations. Le rapport 1996 va plus loin en replaçant l'aide française dans le contexte international et par rapport aux institutions de Bretton Woods. Au cœur de la nébulosité de l'aide, la part prépondérante du ministère de l'Économie et des Finances apparaît alors, au point que, pour les auteurs, « le ministère de la Coopération véritable se situe non pas

sur rue Monsieur mais à Bercy ». On comprend mieux que les décideurs, accordés aux lois du marché, aient une vision très technicienne et « mécanique » du développement.

La question du contrôle démocratique de l'aide vient ensuite au cœur du débat, à travers la mise en évidence des liens clientélistes servant à entretenir les « amitiés » entre les classes dirigeantes françaises et les élites de certains États africains, induisant les dérives toujours possibles : détournement, corruption, pratique de la « valise à billets ». Si ces dénonciations ne sont pas nouvelles, les propositions qui suivent donnent tout son sens au travail de recherche de l'OPCF : contrôle démocratique de l'aide par le Parlement, examen systématique de son bon emploi par la Cour des comptes, évaluation publique et contradictoire de la politique française d'aide au développement, reformulation de la coopération selon une problématique réelle de développement.

Bel exemple de pré-carré français, les pays de la zone CFA ont géré la dévaluation avec des résultats très partagés. Le bénéfice encourageant de certaines filières d'exportation (café, coton, cacao), les mesures d'annulation de la dette, le soutien au budget des États le disputent à l'insuffisance des mesures sociales d'accompagnement, au manque de dynamisme des échanges intrarégionaux, à l'échec de relance de l'investissement. La prudence recommande cependant de moduler les jugements d'ensemble, car au sein de l'espace francophone les disparités sont grandes

entre les situations des États, les informations sont souvent partielles et les chiffres ont trop peu de valeur pour être significatifs. S'il est une constante cependant, au-delà des logiques respectables de dévaluation et d'ajustement structurel, c'est bien le malentendu qui sépare partout, au niveau de la société civile, le technocrate et le paysan.

A la fin du rapport 1995 sont abordés les sujets les plus sensibles, la coopération militaire puis la politique de la France au Rwanda. Accords d'assistance militaire (23 pays) et accords de défense (8 pays) justifient la présence militaire française en Afrique. Organigrammes, définition des champs d'action, budgets, inventaires des forces engagées aident à la compréhension de la logique du système. Si le terme de « dérive » apparaît dans l'intitulé, il est vrai qu'entre les interventions directes pour soutenir un chef d'État en difficulté et les actions militaires « habillées » de justifications humanitaires, la frontière n'est pas toujours très lisible. S'imposant au Rwanda, au Burundi et au Zaïre au lieu et place de l'ancienne puissance coloniale, se substituant à la défunte Union soviétique au Congo et en Guinée, forçant la tendance à l'extension vers l'Afrique lusophone (Mozambique, Angola) et anglophone (Gambie, Zimbabwe), le bras armé de la coopération est là pour rappeler qu'à l'échelle du système monde des enjeux spatiaux considérables, en termes d'hégémonie, s'abritent derrière la façade du discours sur le développement. L'analyse de la coopération militaire est reprise en 1996, à la recherche des « nouveaux enjeux sociopolitiques et stratégiques ». Au-delà du bilan des interventions et de l'Assistance militaire technique (AMT), la présence militaire française s'inscrit dans un dessein géopolitique global de la France, seule puissance à maintenir de tels effectifs en Afrique. Sans doute y va-t-il de sa stature internationale.

François-Xavier Verschave va plus loin en s'interrogeant sur la « complicité de génocide » de la politique de la France au Rwanda. La France a-t-elle « orchestré le blocage de toute aide internationale au nouveau gouvernement de Kigali » ? A-t-elle « reçu, hébergé et

protégé les responsables du génocide ? L'article est bien argumenté, chronologie à l'appui, par un inventaire des idées et des propos qui ont animé le débat après la chute du régime Habyarimana.

On placera enfin un peu à part une réflexion touchant à la relation entre la décentralisation, soutenue maintenant par l'ensemble des acteurs de la coopération, et le développement local. A l'origine du projet les idéaux sont alléchants : amener les populations à « participer à un développement de base durable, enraciner la démocratie au niveau local, restructurer un État largement discrédité ». La réalité est toute autre, imposant la décentralisation à la société, reproduisant à la périphérie le modèle centralisé. On attend en vain l'émergence de nouvelles élites et de contre-pouvoirs, en restant prudent quant à la corrélation entre démocratisation et développement.

Avec l'ambition de rendre la coopération plus visible pour tous, compte tenu de la complexité du système français, ces synthèses bienvenues devraient intéresser un public très large. [Pierre-Marie Decoudras]

MOFFA (Claudio) — L'Afrique à la périphérie de l'histoire. — Paris, L'Harmattan, 1995, 383 p.

L'africanisme italien est très mal connu et toute traduction, surtout d'un ouvrage récent, est la bienvenue. L'ouvrage est du genre « histoire matérialiste » comme on en lisait dans les années 70. Moffa pense que le sous-développement de l'Afrique noire remonte au passé ancien du continent et trouve sa raison d'être dans les conditions limitées de la mise en valeur du territoire. De plus, si cette histoire s'interprète à la lumière des conflits pour l'exploitation de ces ressources, il s'agit d'un conflit réduit à une lutte entre ethnies. Cette découverte (!) est des plus paradoxales et pourtant l'historien a lu toute la bonne littérature

sur la question. L'ouvrage est organisé en deux parties, la première réfute les deux paradigmes dominants : le sous-développement par l'impérialisme et la réhabilitation idyllique (ou nationaliste) d'un passé africain aussi brillant que celui de l'Europe. Pour étayer sa démonstration l'historien passe en revue toute l'histoire africaine à la lumière des questions classiques de la productivité agricole, de la fertilité des sols, du commerce, de la technologie (y compris l'écriture), du climat, des épidémies, etc. La seconde partie propose une hypothèse globale à la lumière des travaux anthropologiques et historiques. Le paradoxe, que ne relève pas Moffa, est qu'il utilise pour défendre sa thèse, des travaux qui justement se sont élevés avec constance contre les grandes fresques hypothétiques et les reconstitutions fondées sur une simple marxisation de l'anthropologie. Cette lecture optimiste est originale et bien documentée et les néo-marxistes repentis (comme Terray ou même Copans) ne sont pas très bien vus. La relecture par J.-L. Amselle de l'ethnie ne répond pas non plus à son hypothèse qui insiste sur les conflits intertribaux plus qu'intratribaux (que Meillassoux ou Rey ont mis en lumière). On arrive donc tout naturellement à un mode de production intertribal, page 275 notamment, fondé sur le « travail collectif » de la guerre. Après un détour du côté de l'archéologie et de la tradition orale, Moffa insiste à juste titre sur les dialectiques nomadisme/sédentarité et migrations. Ces dernières sont le résultat des guerres et cet argument me paraît des plus pertinents. Mais la faible intensité de ces conflits est-elle bien la cause de la lenteur du dynamisme historique africain ? Cela reste à voir.

La macro-histoire n'est plus à l'ordre du jour depuis au moins quinze ans dans les études africaines et je ne suis pas sûr qu'il faille y revenir. Cet ouvrage est probablement plus un témoignage du rythme italien du phénomène et du rôle encore actif non pas du marxisme mais d'une certaine forme de celui-ci (sur ce point précis Moffa fait un contre-sens complet sur les intentions et le contenu des analyses

que j'ai développées dans *La longue marche de la modernité africaine*). Enfin malgré la très grande richesse de la bibliographie, je doute qu'un historien puisse proposer un autre paradigme aujourd'hui sans avoir lu et médité les leçons des travaux de Lonsdale, Van Onselen, Cooper ou Cohen pour ne citer que quelques-uns de mes auteurs favoris. [Jean Copans]

AKPO-VACHÉ (Catherine) — **L'AOF et la Seconde Guerre mondiale (septembre 1939-octobre 1945)**. — Paris, Karthala, 1996, 330 p.

Le but de l'ouvrage étant d'analyser la vie politique en Afrique occidentale française durant la Seconde Guerre mondiale, l'on pouvait s'attendre à ce qu'il couvre des domaines très larges. Et effectivement trois aspects du problème sont considérés. Premièrement la position du gouvernement général de l'AOF par rapport à Vichy et sa politique, position que semblent avoir largement influencée les contraintes internationales et qui apparaît en fait beaucoup plus mitigée que ne le laissent supposer les traditionnelles comparaisons opposant une AOF à la botte de Vichy et une AEF gaulliste. Est ensuite considéré le choix opéré par les citoyens et sujets français par rapport à une situation qui ne leur laisse guère que quatre possibilités : l'acceptation tacite de la position prise par le gouvernement général — apparemment le lot de la majorité —, la participation active aux mouvements de soutien au maréchal Pétain, le ralliement à de Gaulle, ou la fuite dans les territoires britanniques voisins. Enfin le dernier aspect analysé concerne les changements que la guerre, et notamment la Conférence de Brazzaville de janvier-février 1944, ont pu apporter dans la relation colonisés/colonisateurs... un aspect qui, cela dit en passant, n'apporte rien de bien nouveau à ce que l'on savait déjà sur le sujet.

D'une manière générale d'ailleurs l'on ne peut que regretter le caractère

trop descriptif d'un ouvrage qui ne sort guère des sentiers battus. Nous aurions en effet aimé avoir plus de précisions et de réflexions sur quelques points beaucoup moins développés jusqu'ici : par exemple, quels changements réels la guerre apporta au niveau local, dans la politique indigène mise en œuvre par des administrateurs territoriaux qui, quelles que soient leurs préférences politiques, restent les mêmes aussi bien avant qu'après la guerre. Certes, l'auteur parle d'un durcissement général des peines prévues par le code de l'indigénat, de l'arrêt d'une démocratisation amorcée sous le Front populaire mais en fait, de quelle démocratisation s'agissait-il en dehors des quatre communes du Sénégal ? Du reste on voit mal comment les partisans du maréchal Pétain auraient pu favoriser dans les colonies une quelconque démocratie respectant les libertés individuelles, alors que celles-ci sont remises en cause dans la métropole elle-même. Autant dire que ces quelques précisions nous renseignent fort peu sur les changements ou non que la guerre entraîna dans la relation de l'administration avec les populations indigènes. Pourtant n'est-ce pas là un aspect primordial de la vie politique sous le régime colonial ?

Cela dit, l'ouvrage n'en garde pas moins un intérêt certain par ce qu'il met en évidence : en cette période troublée plus qu'en tout autre, le sort des populations colonisées bien que toujours en vue — sécurité interne oblige — importe moins que la façon dont ces populations et leurs territoires peuvent être utiles aux intérêts de la France... même si cette France n'est pas la même pour tous. D'ailleurs, que ces colonies aient servi de rempart au général de Gaulle et aux prétentions anglo-saxonnes ou de bouclier au régime de Vichy et aux prétentions allemandes, ce qu'il s'agit toujours de défendre n'est autre que la souveraineté exercée par la France sur cette partie du monde. A ce niveau, pétainistes et gaullistes se rejoignent, reproduisant vis-à-vis des colonies le rapport du Prince de Machiavel avec sa principauté : rapport d'extériorité à l'égard de territoires conquis, considérés comme de simples propriétés devant

accroître leur propre puissance... ceci précisément dans un monde où l'on pense encore majoritairement que la force d'une nation dépend du nombre de ses habitants et de l'étendue de son territoire... [Véronique Dimier]

AGERON (Charles-Robert), MICHEL (Marc) (dir.) — **L'ère des décolonisations : actes du colloque d'Aix-en-Provence.** — Paris, Karthala, 1996, 516 p.

L'ouvrage a ce défaut d'afficher un titre qui met mal en évidence la spécificité et la richesse du colloque d'Aix-en-Provence (30 septembre-3 octobre 1993) dont il est issu : l'étude comparée des décolonisations dans les années 50-70. Étude dont l'approche est à souligner car elle rompt avec l'idée de modèles nationaux, français, belge, anglais, hollandais, portugais, de décolonisation, qui dominait jusque-là les analyses historiques. On le reconnaît enfin : les décolonisations comme les colonisations n'ont jamais été le seul produit d'une politique, d'une culture, française, anglaise, portugaise... Non, la France n'a pas, contrairement à ce qui a été si souvent répété, procédé forcément à une décolonisation plus violente et moins préparée que sa rivale séculaire, la Grande-Bretagne. D'un avis personnel, les auteurs du colloque auraient dû également prévoir une réflexion sur la question suivante : pourquoi les historiens ont-ils mis si longtemps avant de s'en rendre compte ? Car, après tout, sur quels critères peut-on juger d'une « meilleure » décolonisation : la rapidité avec laquelle la métropole s'est retirée de ses dépendances, le nombre de morts, le type plus ou moins démocratique des régimes mis en place ultérieurement ? D'autre part, il est clair que la décolonisation n'a pas été le seul fait de la politique coloniale des puissances européennes. Alors pourquoi parler d'un modèle de décolonisation français, anglais... qui se serait appliqué de la même façon sur tous les coins du

globe ? Pourquoi avoir si longtemps relégué au second plan le fait que cette décolonisation fut également influencée dans chaque pays colonisé par les traits spécifiques de ce pays, de son élite, de sa population, de sa position stratégique ? L'ouvrage ne permet pas de répondre à ces questions, mais en abordant le problème, il n'en tranche pas moins avec les analyses traditionnelles. Sa disposition est sur ce point significative, puisqu'elle procède par grands thèmes — guerres de décolonisation, aspects internes et internationaux, aspects économiques, religieux et culturels —, et qu'à l'intérieur de ces thèmes, nombre d'articles portent soit sur des aires géographiques spécifiques, soit sur des types de décolonisation (guerre ou négociation), soit sur des sous-sujets particuliers. Sujets du reste très variés qui vont des domaines déjà largement balisés, tels que l'influence de la guerre froide sur le processus de décolonisation, à ceux restant à développer, tels que le rôle des religions ou de la formation des élites dans ce même processus. Enfin à la diversité des thèmes abordés, s'ajoute une approche qui tend à mettre en évidence autant les dynamiques indigènes, dans leur interaction avec le pouvoir colonial, que les dynamiques du pouvoir colonial dans son interaction avec les peuples colonisés. A noter sur ce point l'intervention particulièrement originale de R. Rolland sur les « guerres sales » d'Algérie et de Chypre. Ce dernier montre comment dans le contexte de colonies culturellement et socialement différentes, n'ayant d'ailleurs pas la même importance pour la France et la Grande-Bretagne, les deux parties en présence — leaders nationalistes et représentants de la métropole — en sont venus à produire le même schéma absolutiste, la peur de négocier en position de faiblesse les incitant à supprimer tout interlocuteur valable, à saper ainsi toute base de négociation. Parmi les articles à retenir, nous citerons également celui de R. Ilbert, sur la façon dont les nouvelles couches dirigeantes en Tunisie et en Égypte ont maintenu, réinvesti les structures de formation des cadres mises en place par les colonisateurs tout en les utilisant de

façon plus ou moins différente selon leurs stratégies propres. Ces exemples n'enlèvent rien, bien entendu, à l'intérêt des trente-quatre articles restants, contributions variées d'un ouvrage globalement très riche... trop riche peut-être à considérer son épaisseur. Mais sans doute fallait-il bien ces quelques cinq cents pages pour prouver que la décolonisation fut dans chaque région colonisée et pour chaque métropole le résultat de facteurs et d'interactions complexes, pour trancher avec le débat stérile sur les meilleurs types de décolonisation... qui servait à apaiser la mauvaise conscience de certaines nations colonisatrices et à attiser celle des autres... En aurait-on enfin fini avec le syndrome colonial de culpabilité ? [Véronique Dimier]

BABU-ZALE (René) *et al.* — **Le Congo de Lissouba.** — Paris, L'Harmattan, 1996, 246 p.

Les noms donnés en tête de l'ouvrage semblent être des pseudonymes ; ceci explique-t-il que les quatre auteurs redoublent leur identification de la mention « collectif d'intellectuels congolais » ? A les lire on comprend qu'ils sont bien des intellectuels en ce sens qu'ils s'expriment dans les pages d'un livre publié à Paris. On saisit qu'ils sont aussi congolais par la lecture qu'ils offrent du politique dans leur pays, celle que véhicule la culture de la région du Pool et des quartiers sud de Brazzaville dont ils perpétuent les croyances et dont ils entretiennent les obsessions et les stéréotypes. La vision qu'ils rapportent est celle du Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI) que dirige Bernard Kolélas. Avec une lecture très « ethnociste » de la politique congolaise, leurs pages sont imprégnées de références au répertoire mystico-religieux lari. Le peuple martyr a trouvé de nouvelles épreuves sur son chemin vers la terre promise et un nouveau prophète en la personne du leader du MCDDI, un successeur de

Matswa : « Tel le phénix, il renaît de ses cendres » (p. 71). « Le combat oppose un Hitler nègre, vieillissant (Lissouba, n.d.r.) à des juifs, également nègres qui, dans un premier temps sont surpris et démunis de tout. (...) Bernard Kolélas, l'homme du destin, cet homme à la volonté de roc, s'adaptera parce qu'il trouve suffisamment de ressources morales (...) dans son milieu d'origine, dans sa foi chrétienne et dans sa réflexion personnelle. (...) B.K. a été attiré dans sa prime jeunesse par le matsouanisme » (p. 61). Rien ne manque ; pas même l'accusation de sorcellerie. « La vraie foi est négligée au profit de la superstition. C'est Lissouba qui a besoin de huit cents âmes pour bien asseoir son pouvoir. (...) C'est la tragédie de Saint-Pierre Claver, à la sortie d'une messe, organisée (...) pour exorcisme afin de juguler le mal : cent quarante-trois fidèles morts piétinés devant la porte de sortie de cette église » (p. 233). Des morts inexplicables que les habitants de Bacongo ont attribuées à un maléfice...

La première moitié de l'ouvrage n'apporte rien de bien nouveau. Le premier chapitre reprend des portraits des « grands hommes » du Congo démocratique en faisant des caricatures. Ici, comme dans d'autres passages, il semble que le texte s'inspire librement de travaux de recherche déjà publiés, mais il n'existe aucune référence. Un parti pris sans faille saisit toute occasion d'insulter, voire de diaboliser l'adversaire. Lissouba est décrit comme « issu d'une des tribus les plus primaires du Congo » (p. 234) et il est allié « avec les Bembé, traditionnellement sanguinaires et barbares » (p. 29). Même Sassou-Nguesso, traité, au début du livre, avec la déférence due à un allié conjoncturel se retrouve décrit, à la fin, comme « un assassin et comme l'auteur de tous les malheurs du Congo qu'il a saigné » (p. 235). Le second chapitre n'est guère plus convaincant, qui effectue un survol de la politique congolaise depuis la chute de Youlou jusqu'à l'élection de Lissouba en respectant les figures obligées des assassinats politiques de 1965 et de 1977 et, d'une manière générale, en reprenant l'écriture de l'histoire inaugurée par la Conférence nationale.

L'intérêt du livre et son apport original ne commencent qu'à la page 125. On y trouve la première description détaillée des combats qui ont opposé différentes factions politiques depuis la dissolution de l'Assemblée en novembre 1992. Les événements qui se sont déroulés à Brazzaville y sont restitués ; les dates, les lieux, les acteurs (même de second rang) y sont mentionnés de manière souvent précise. La liste des crimes perpétrés est dressée avec un réalisme déroutant (pp. 141-142) à tel point que l'on se demande si l'imaginaire n'a pas été stimulé par la description des massacres du Rwanda.

Il est regrettable que le recours systématique au « victimisme », même si celui-ci est partie intégrante de leur propre culture, ait privé les auteurs d'un minimum de distance et, trop souvent, d'objectivité. Même un bon travail de propagande doit feindre de se plier à cette règle. Leur crédibilité en souffre. C'est dommage. Comparé à « la transition escamotée » que Guy Menga avait publiée il y a environ trois ans — ouvrage pourtant déjà polémique —, ce nouveau texte, issu des mêmes origines partisans et régionales, s'avère révélateur de la montée de la tension politique dans la société congolaise. [Patrick Quantin]

COUBBA (Ali) — Le mal djiboutien : rivalités ethniques et enjeux politiques. — Paris, L'Harmattan, 1996, 171 p.

Exilé politique en France et déjà auteur d'un ouvrage consacré à la crise de Djibouti, *Djibouti : une nation en otage* (paru en 1993 également chez L'Harmattan), Ali Coubba propose un essai plus centré sur les problèmes de cohabitation inter-ethnique et sur l'utilisation, plus que la construction, de l'argument ethnique dans la compétition politique et, plus tardivement, militaire dans l'histoire récente de son pays. Quels que soient les désaccords sur ses analyses — ils sont nombreux et impor-

tants —, le fait que ces dernières aient la forme d'un écrit qui sera amplement commenté à Djibouti est déjà un acquis extrêmement positif : Djibouti n'est pas simplement malade de la dépendance, de la corruption, du tribalisme et du népotisme que l'auteur décrits avec plus ou moins de profondeur, c'est d'abord un pays qui vit de la rumeur, de l'exacerbation du verbe plus que d'analyses et de débats sereins. La possibilité de s'appuyer sur un livre est dans un tel contexte une réelle avancée bien que l'accès à l'écrit soit limité.

De nombreuses assertions provoqueront sans doute d'après discussions tant elles sont quelquefois contestables. Il y a par exemple, une ambiguïté qui parcourt le texte à plusieurs moments, le rapport entre espace et population : les Afars sont crédités une fois des sept huitième du territoire djiboutien (p. 16) avant de revenir aux plus traditionnels deux tiers mais cela n'a évidemment aucune implication directe sur la démographie ; le refus du tribalisme n'empêche pas l'auteur d'indiquer des quotas dans la fonction publique lorsqu'il discute l'accord de paix de décembre 1994. Plus fondamentalement, l'auteur a une vision assez téléologique de la politique française dans son pays, surtout durant la phase coloniale : on peut douter qu'en dehors de la capitale le changement de nom de la colonie ait eu les effets extrêmes qu'Ali Coumba dénonce (p. 42). Les récents errements ou incohérences de l'attitude française qu'il analyse correctement devraient l'inciter à une plus grande rigueur méthodologique : le bricolage peut prendre l'aspect d'une « grande stratégie » avec la patine des années. Mieux vaut cependant ne pas être dupe.

L'analyse du champ social demeure assez superficielle, bien que l'auteur fasse raison de quelques clichés qui fleurissent si facilement sur la prétendue haine atavique ou ancestrale entre Afars et Issas. L'absence d'une classe commerçante afar dont on peut dater les causes dans l'interdiction de la traite, la fermeture de voies commerciales aux caravanes afars dans les années 20, le refus de l'éducation, la réticence à l'urbanisation auraient dû être analysés avec

bien plus de détails et surtout dans un cadre régional car la division que l'auteur s'efforce de théoriser entre Issas et Afars autochtones, d'une part et, de l'autre, Somalis immigrants, est fondamentalement un effet de la guerre civile du début des années 1990, pour le meilleur et le pire. Il aurait sans doute fallu prêter une attention moins moraliste sur le *khat*, la sociabilité des *mabrazes*, ou les groupes de jeunes pour avoir un entendement plus assuré des rapports de voisinage interethnique, sans évoquer ici les mariages ou les modes d'urbanisation. L'auteur ne fait pas toujours preuve d'une grande cohérence dans l'usage des chiffres : 2 000 Afars étrangers sédentarisés durant la période Aref (p. 50) en regard à 100 000 Issas venus de Somalie et d'Éthiopie durant la période 1977-1987 (p. 59). Un calcul élémentaire avec les données démographiques fournies en introduction et un taux de natalité raisonnable montrent l'inanité de certaines appréciations. Saluons néanmoins le fait qu'il ne se laisse pas prendre dans un discours xénophobe sur la naturalisation et les solutions à une différenciation démographique croissante entre Afars et Somalis (ou Issas).

La plus grande déception naît peut-être des chapitres consacrés à la crise de la guérilla afar (le FRUD), crise politique, générationnelle, mais aussi culturelle. Il est regrettable que cet aspect, déjà moins traité par les observateurs étrangers, n'ait pas bénéficié de quelques pages décapantes. Cela aurait sans doute permis à l'auteur d'être plus novateur sur certains points cruciaux de son raisonnement, la participation d'Afars au gouvernement aux moments les plus chauds de la crise et le refus d'une population afar, apparemment tétanisée par le FRUD, de les condamner, la nécessité d'un consensus qui ne fait qu'exprimer de profondes divisions internes, l'incapacité d'un certain ordre social afar célébré par le discours ethnonationaliste des dirigeants politiques de répondre aux aspirations de la jeunesse et de fournir les voies d'une compétition plus ouverte dans le champ social et économique, sinon politique, avec les autres segments de la population.

Ce livre-là reste encore à écrire, et l'auteur pourra peut-être l'enrichir d'une description plus précise des nombreuses transformations (certes non directement politiques) que la période de la guerre civile a mises à jour dans la société djiboutienne. Espérons surtout que certains thèmes de ce livre à lire seront réexaminés avec une rigueur et une profondeur accrue : bien des réflexes hostiles à Djibouti devront alors faire place à un véritable débat sur l'avenir d'une petite république, trop attachée encore à une certaine mythologie française. [Roland Marchal]

KITCHEN (H.), COLEMAN KITCHEN (J.) (eds.) — **South Africa : Twelve Perspectives on the Transition.** — Washington/Center for Strategic and International Studies, Westport/Praeger, 1995, c/o Eurospan, xii-203 p.

SUANT (Jacques) — **Afrique du Sud : du principe à la nécessité.** — Paris, L'Harmattan, 1996, 123 p.

South Africa : Twelve perspectives on the transition est un recueil de contributions déjà parues entre 1988 et 1994 dans la collection *Africa Notes* du Center for Strategic and International Studies. Certains chapitres sont par conséquent rendus obsolètes par les développements historiques survenus après les élections d'avril 1994, non traitées dans le livre. Cependant, la plupart des analyses qui concernent la situation politique de la fin des années 80 gardent leur pertinence. Les auteurs soulignent les réajustements stratégiques opérés dans les différents secteurs de la société sud-africaine durant cette période cruciale du crépuscule de l'ère Botha et de la guerre froide. De multiples réformes sont alors inaugurées qui aboutissent progressivement à la restructuration de l'État sud-africain (l'armée et l'éducation sont ici traitées) et rendent possible une réconciliation des différentes communautés du pays. Malgré l'inégalité des contributions, l'ouvrage a le mérite de mettre en avant la complexité de la situa-

tion sud-africaine et de souligner la prévalence des dynamiques internes qui donnent au processus de transition son caractère unique.

L'ouvrage de J. Suant déçoit rapidement, eu égard à son sous-titre prometteur, en raison de son style journalistique sans grande rigueur scientifique. Faute de problématique directrice, l'auteur alterne le souci du détail événementiel et les grandes généralités. Ce livre trop ambitieux veut concilier une perspective historique remontant aux premiers colons et une perspective étendue à l'ensemble de la région australe, mais il n'aboutit qu'à un survol trop rapide des événements. Autre faiblesse de taille, les bouleversements politiques survenus depuis le début des années 90 ne sont pratiquement pas traités. [Ivan Crouzel]

(Collectif) — **Tchad, « Conflit Nord-Sud » : mythe ou réalité ?.** — Clamency, Centre culturel Al-Mouna/Sépia, 1996, 211 p.

En mai 1995, le Centre culturel Al-Mouna de N'Djaména réunissait une trentaine de Tchadiens, universitaires et hommes politiques de cultures et de sensibilités très diverses, pour débattre d'un sujet capital pour l'avenir du Tchad : les relations Nord-Sud dans ce pays tourmenté depuis plus de trente ans par une succession de soulèvements et de guerres civiles. Un an après, les actes de ce colloque sont déjà disponibles sous forme d'un livre, et on ne peut que féliciter les organisateurs de cette manifestation d'avoir œuvré avec une telle célérité, tout en livrant un produit qui n'a pas l'air bâclé, ni dans sa forme, ni dans son contenu.

Évidemment, un tel livre collectif ne fournit pas de conclusions claires et univoques quant à la question posée. Pour certains contributeurs, en effet, le conflit Nord-Sud est essentiellement un mythe, alors que d'autres lui attribuent une certaine réalité, ou même une réalité certaine et inquiétante. En ce qui concerne l'origine des antagonismes

éventuels on trouve également des avis divergents : datent-ils d'avant la colonisation, de la période coloniale, du début de l'indépendance avec l'instauration du parti unique, de 1979, année de la première guerre de N'Djaména ? Doit-on attribuer la responsabilité du problème aux hommes politiques tchadiens, à la France, aux puissances étrangères plus généralement ? Toutes les hypothèses sont proposées dans ce recueil, ce qui, au fond, est normal dans une publication de ce genre. Ce livre est fascinant justement par l'énorme éventail des opinions émises. Même si toutes les contributions ne répondent pas entièrement aux critères de l'analyse scientifique, il faut lire ces textes, parce qu'ils donnent une vision de l'intérieur, une vision entièrement tchadienne du problème traité. [Robert Buijtenhuijs]

TOSCANE (Luiza) — **L'islam, un autre nationalisme ?** — Paris, L'Harmattan, 1995, 220 p.

La thèse de l'auteur peut être résumée ainsi : l'islam engagé traduirait la constitution d'une identité musulmane, qui serait également une nouvelle forme de nationalisme (p. 197). Luiza Toscane qui multiplie les références à des situations extrêmement diverses (de la Chine à l'Algérie, du Soudan à la Malaisie) entend également remettre en cause le nouvel alarmisme qui servirait de nouveau Satan aux États-Unis d'Amérique... On sent d'ailleurs par certains arguments une lecture attentive des ouvrages de François Burgat et la même volonté de provoquer une réflexion salutaire contre la vision dominante de ces mouvements dans les médias français.

Cette thèse a une histoire car on pourrait retrouver dans certains articles de Gellner du milieu des années 1970 cette affirmation d'un lien intrinsèque entre l'islam réformiste et du nationalisme algérien. Cette intuition, par ailleurs contestée par plusieurs spécialistes, est ici radicalisée et l'auteur aurait été autrement plus convaincant s'il

s'était appuyé sur des analyses plus fines des dynamiques religieuses dans les espaces musulmans qu'il considérerait. Ainsi, la capacité des États — de la Bosnie à l'Iran — à réinscrire des actes religieux dans un cadre national n'est pas étudiée, ni même réellement discutée. L'auteur fait aussi une impasse complète sur la dimension religieuse et sacrée du discours des militants de l'islam engagé et donc n'évoque que très superficiellement la spécificité des champs religieux où ils s'inscrivent. Ce thème n'est évoqué que dans les toutes dernières pages de l'ouvrage : la discussion sur l'islam scripturaire (voir notamment Olivier Carré qui n'est curieusement jamais cité) aurait dû être traitée comme telle pour donner quelque crédibilité à des arguments qui apparaissent souvent purement idéologiques ou politiques. La question nationale est certes une belle manière de tenter d'appréhender la dynamique historique actuelle mais il faudrait justifier pourquoi ces mouvements radicaux en sont les seuls porte-parole. Telle est finalement la question fondamentale sur laquelle achoppe ce livre après bien d'autres : la remise en cause de la diabolisation n'est jamais que le premier (et le plus facile) moment d'une analyse.

Si l'ouvrage est bien écrit, on ne peut que manifester une très grande surprise quant à certaines formulations qui traduisent des parti-pris et les approximations d'un autre âge : cet « islam engagé en terre arabe est *simplement* (souligné par moi) l'expression dévoyée du nationalisme arabe dont les directions successives ont échoué » (p. 80). La fausse conscience ne serait pas trop loin, si la mode n'avait changé chez les marxistes rénové(e)s. L'aggiornamento n'est cependant que relatif : l'auteur devrait peut-être expliquer à des lecteurs légitimement curieux mais ignorants quelles sont ces bourgeoisies nationales, étatiques, comprador et cet impérialisme qui émaillent ses appréciations à l'emporte-pièce. Luiza Toscane fait aussi preuve d'une curieuse naïveté dans certaines formulations. Prenons p. 72 deux exemples de ces simplifications qu'on peut renvoyer à l'ouvriérisme ou au populisme par rapport à

l'étude de la classe ouvrière. On apprend d'abord que « la lutte contre l'empire du mal... est la traduction du *réel sentiment anti-impérialiste* » (souligné par moi) : si l'auteur avait prêté un peu plus d'attention aux sociétés réelles et moins aux discours, il aurait eu une formulation radicalement différente. On peut également goûter toute la valeur de cette autre découverte, théologique cette fois : le djihad ne s'applique pas aux adeptes des religions dont les livres sont reconnus par le Coran, mais il est toujours valable en ce qui concerne les pouvoirs musulmans qui ont négligé l'islam (p. 72) !

L'auteur prend bien des libertés avec l'histoire, même si l'on accepte certaines de ses catégories analytiques. Les clivages musulmans/chrétiens au sein des Oromos et de leurs organisations obéissent à des causes différentes et autrement plus complexes que ce qui est dit p. 39 et 63. Au moment de l'occupation du Koweït, une délégation militaire irakienne de haut niveau séjournait à Khartoum, alors que le général el-Beshir avait fait fusiller une trentaine d'officiers baathistes quelques mois auparavant (p. 48) : ne pas confondre le Baath soudanais et la maison mère à Bagdad. L'Armée populaire de libération du Soudan ne combattait pas en 1989 pour la sécession du Sud-Soudan (p. 63). Quant aux 28 000 *pasdaran* iraniens envoyés au Soudan en 1991 ou 1992, on devrait savoir quatre ou cinq ans après s'ils ont voyagé en soucoupe volante ou par la magie d'une propagande égyptienne qui ne s'est jamais refusée la moindre gâterie...

On pourrait poursuivre, car il n'est pas un chapitre où le spécialiste d'une région ne trouvera de belles perles. L'auteur n'excelle visiblement pas dans l'analyse concrète de situations concrètes, à lire ses remarques sur le Kurdistan, la Bosnie, ou l'Afrique du Sud. Dommage donc pour une thèse qui méritait un peu plus de rigueur. [Roland Marchal]

BUREAU (René) — **Le peuple du fleuve : sociologie de la conversion chez les Douala.** — Paris, Karthala, 1996, 239 p.

Le peuple du fleuve est l'un des deux livres de René Bureau publiés en 1996 par Karthala dans sa collection « Les Afriques » — l'autre étant *Le prophète de la lagune : les harristes de Côte-d'Ivoire*. Il aurait naturellement été intéressant de les lire en parallèle car ils portent tous deux sur la question religieuse en Afrique, le premier sur les Douala et l'Église catholique, le second sur une Église indépendante. Ceci étant, *Le peuple du fleuve* reste d'actualité. Rédigé en 1962, et publié à l'époque dans *Recherches et études camerounaises*, le livre de Bureau s'interroge sur l'impact qu'a eu le phénomène de conversion chrétienne sur les croyances des Douala — à savoir, le culte des esprits de l'eau, la magie d'envoûtement et la compensation de mariage (ou dot). Mélange subtil de sociologie et d'anthropologie, l'analyse de Bureau explique à la fois les fonctionnements de ces systèmes de croyance et leur adaptation à la conversion rapide et massive de la majorité des Douala. Si le livre apporte peu d'éléments nouveaux pour ceux qui connaissent bien les Douala, il montre par contre une grande ouverture d'esprit quant à l'analyse de ces croyances « païennes » et des effets de la conversion.

L'intérêt de ce livre réside surtout dans une explication rigoureuse des dynamiques engendrées par la colonisation et la modernisation sur les systèmes de croyances de sociétés qui ont eu trop peu de temps pour s'adapter. Bureau note avec raison que dans un premier temps les Douala surent adopter rapidement la nouvelle religion parce qu'ils la pensaient susceptible d'être plus « puissante » que la leur : « Les côtiers ont fait preuve... d'une singulière souplesse d'adaptation pour avoir mis en marche si souvent avec à-propos des mécanismes régulateurs destinés à rester eux-mêmes, tout en donnant satisfaction au groupe exclusivement donateur des Blancs » (p. 204). Mais l'auteur note aussi qu'une telle adaptation ne pouvait qu'être illusoire, et parce que la nouvelle religion ne sut (évidemment) pas répondre aux attentes et besoins des Douala pendant cette période difficile et parce qu'il « serait proprement inouï,

dans l'histoire des civilisations, que cette apparence [la conversion] soit la traduction d'une véritable mutation du fond culturel africain » (p. 206). En conséquence donc, Bureau insiste sur la nécessité de comprendre ces mutations dans le rythme lent de la longue durée et surtout d'appréhender la conversion comme « n'impliqu[ant] pas nécessairement suppression, ni remplacement, mais passage de quelque chose d'existant à quelque chose de différent sans qu'il y ait contradiction interne des deux états » (p. 210) — conclusion trop souvent négligée parmi les africanistes en quête d'explications simplistes sur le devenir de l'Afrique.

Bien évidemment ce volume est de son époque et il serait facile ici de souligner les avancées réalisées depuis sa parution tant en anthropologie qu'en sociologie. On pourrait aussi montrer que les conclusions de l'auteur sont aujourd'hui monnaie courante chez ceux qui s'intéressent aux religions africaines contemporaines. Mais ce serait faire un faux procès à un livre publié il y a 25 ans. Saluons plutôt la réédition d'un ouvrage d'une analyse fine, subtile, pleine de bon sens et qui reste d'actualité tant par ses méthodes que par ses conclusions. [Patrick Chabal]

La fin du Tiers Monde ? — Paris, La Découverte, 1996, 185 p.

Nouveau venu dans la série des « dossiers » que les éditions La Découverte consacrent aux grands problèmes géopolitiques du moment (la Bosnie, l'islamisme, la problématique des nations et des nationalismes, etc.), ce petit livre atteint largement l'objectif assigné à la collection : mettre à la disposition du grand public des ouvrages permettant de comprendre « les grandes mutations du monde ». Présentation agréable, lecture facile, textes courts mais bien construits et solidement argumentés dans l'ensemble, soutien d'un glossaire pour se faire une première idée de ce qu'est la stratégie de « substitution d'importation » ou de ce que recou-

vre la notion de « termes (nets) de l'échange », présence d'une judicieuse sélection bibliographique, en font incontestablement un outil utile pour se familiariser avec les débats cruciaux tournant autour de la notion de Tiers Monde : l'éclatement du « Sud » et la montée récurrente des particularismes ethniques et/ou religieux, l'hégémonie des bailleurs de fonds internationaux et la question de la pauvreté, le délitement (programmé) des États confrontés à la suffisance des ONG et au triomphe équivoque de l'humanitaire, ou encore le « péril » démographique. Chaque thème fait ainsi l'objet d'un survol rapide (c'est la loi du genre) mais intéressant, que l'on doit considérer comme une incitation à « aller plus loin ». En ce sens, ce livre fera le bonheur de l'étudiant ou du lecteur pressé ; le « spécialiste », lui, risque de rester un peu sur sa faim, mais il est vrai que ce n'est pas à lui que s'adresse cette collection... [René Otayek]

CAMBREZY (Luc), DE MAXIMY (René) — **La cartographie en débat : représenter ou convaincre ?** — Paris, Karthala, 1995, 198 p.

Cartographe demeure un acte grave et la cartographie, aussi codifiée et appareillée qu'elle soit, demeure une technique de représentation du réel : qui dit représentation prend le risque de voir le message déformé. A première vue, cet ouvrage pourrait ne concerner que les seuls géographes, mais les auteurs, en s'attachant à travers des exemples concrets à montrer les usages et à dénouer les abus, s'adressent à un public plus large : qu'il s'agisse de la manipulation de la représentation du Congo au profit de Léopold II ou du glissement politique de la carte religieuse et ethnique d'Éthiopie, les falsifications brutales et les oublis insidieux renvoient aux limites de notre propre connaissance lorsque cette dernière s'appuie sur l'exploitation sans recul possible de bien des documents.

Si l'imagerie satellitaire et la cartographie assistée par ordinateur ont permis d'améliorer la rapidité d'élaboration et de confection, les techniques modernes autorisent plus que jamais toutes les combinaisons auxquelles s'ajoute, avec la chorématique, la possibilité de modélisation. Mais pour qui étudie par exemple les marges sahariennes, les cartes démographiques à la dimension des États ont-elles un sens ? De même, si nous savons parfaitement bien représenter les terroirs des sédentaires ou les circonscriptions administratives bien délimitées, comment rendre compte des réseaux, des archipels de lieux de référence des nomades et du déplacement ? Ce n'est pas la moindre qualité de cette publication que de donner matière à réflexion. [Pierre-Marie Decoudras]

PHIMISTER (Ian) — **Wangi Kolia — Coal, Capital and Labour in Colonial Zimbabwe, 1894-1954.** — Harare/Johannesbourg, Baobab books/Witwatersrand University Press, 1994, xiv-194 p. (distribué par African Books Collective Ltd, Oxford).

Voici un petit livre d'histoire sociale qui nous rappelle que d'une certaine façon le charbon était aux origines de l'exploitation coloniale l'un des minerais les plus précieux car nécessaire à l'industrialisation et à la vie urbaine « blanche ». Cette histoire est à la fois celle d'un système d'exploitation et celle d'une entreprise coloniale. L'année 1954 est la date d'une grande grève ouvrière mais ce qui n'aurait dû être que la fin d'un chapitre devient la fin de l'ouvrage car l'Anglo-American (sud-africain) possède la mine à partir de 1953 et l'auteur n'a pas eu l'autorisation d'accès à ses archives. Une partie des sources sont néanmoins des témoignages oraux qui permettent à l'auteur d'analyser la place des femmes et le rôle des mouvements milénaristes. Cette étude insiste sur le travail des mineurs de fond, ce qui est assez exceptionnel. Les travaux de Ch. Van Anselm et d'autres nous ont déjà familiarisés avec le monde minier de l'Afrique centrale coloniale et cet ouvrage complète utilement ce panorama. Des

photos, des annexes et un index rendent ce petit texte agréable à lire. [Jean Copans]

CHAUDENSON (Robert) — **Les créoles.** — Paris, PUF, 1995, 127 p.

Voici enfin un « Que sais-je », ouvert, utile et bien conçu. La perspective à la fois historique et sociolinguistique permet de saisir la dynamique des genèses et des localisations de ces langues originales. L'auteur, linguiste, spécialiste des créoles de l'océan Indien, expose largement les contextes historiques mais aussi les contraintes de maintien et de renouvellements actuels. La définition donnée page 93 a le mérite de préciser les conditions d'opposition : « Les créoles sont des langues nées de la colonisation européenne des XVII^e et XVIII^e siècles, dans des sociétés, pour la plupart insulaires, où l'arrivée massive d'esclaves, rendue indispensable par le développement agro-industriel a modifié le mode de transmission de la langue européenne. La créolisation résulte de l'appropriation par les nouveaux esclaves de variétés périphériques de l'idiome du colonisateur ; cette appropriation approximative (...) s'est accompagnée d'une perte de contact avec le modèle central... ». Ce sont les particularités coloniales qui expliquent par ailleurs l'absence de créoles espagnols par exemple. Qui dit créole pense aussi souvent pidgin mais ces derniers sont considérés comme des parlers occasionnels et surtout issus de rapports commerciaux. L'évocation des musiques et des cuisines en fin d'analyse élargit le sens culturel du phénomène. Une lecture instructive pour comprendre la complexité de certaines régions du monde. [Jean Copans]

PUGLIESE (Cristiana) — **Author, Publisher and Gikuyu Nationalist : The Life and Writings of Gakaara wa Wanjau.** — Bayreuth/Nairobi, Bayreuth African Studies/IFRA, 1995, 270 p.

Ce texte est original à plusieurs titres : il est d'abord publié en Allema-

gne, avec une aide de l'Institut français de recherche en Afrique, situé à Nairobi et il reprend le texte d'une thèse soutenue à Londres par une Italienne : bel exemple de coopération culturelle dans le domaine des études africaines ! De plus Cristiana Pugliese a appris le kikuyu en Italie et a travaillé surtout sur les textes écrits et imprimés en cette langue... Car il y en avait, avant que Ngugi Wa Thiongo ne se convertisse à l'écriture littéraire dans sa langue. Les lecteurs de *Politique africaine* ont appris dans le numéro sur les intellectuels à quelles mésaventures la récupération politique des textes de Gakaara avait exposé leur auteur. Le travail de Cristiana Pugliese constitue véritablement le modèle du type d'étude qu'il faudrait pouvoir réaliser sur beaucoup de langues africaines, écrites depuis un siècle et dans lesquelles des intellectuels organiques expriment une pensée et une vision du monde qui a un véritable enracinement. L'étendue des coopérations requises pour publier l'excellent travail de C. Pugliese permet de mesurer la difficulté de la tâche. [Alain Ricard]

WHITEMAN (Kaye) — **West Africa, Selections from the Raw Material of History.** — Londres, West Africa Publishing, 1993, 214 p.

West Africa est une institution indispensable et il faut saluer l'initiative de Kaye Whiteman, longtemps rédacteur en chef et figure essentielle dans la vie de cet hebdomadaire, où il occupe toujours une position importante, de nous présenter des articles sur les événements qui ont marqué trois quarts de siècle d'histoire de l'Afrique de l'Ouest. Vaste projet si l'on sait que pour *West Africa*, le Congo est à juste titre à l'ouest de l'Afrique, d'où la présence d'articles sur la crise congolaise... Les archives photographiques sont éloquentes, et ce sont elles qui provoquent le choc le plus fort : la décolonisation s'est produite avant la large diffusion de la télévision

et nous n'avons que peu d'images prises sur le vif à mettre sur les noms de ces hommes politiques. Au hasard des pages : le portail enfoncé de la présidence de la République du Dahomey, après le coup d'État de Mathieu Kérékou en 1972... Portail grand ouvert aujourd'hui... Une belle photo, en 1963, de Fulbert Youlou, rondouillard et élégant (soutane de soie ?) gratifié du surnom : « Tyrannique et extravagant ». Les articles supportent la relecture. Ainsi, après le coup d'État du Togo en 1963, nous lisons ceci : « Le nouveau gouvernement peut satisfaire quelques ambitions personnelles, il aura du mal à faire plus. » Sur la même page, une photo du jeune sergent-chef, promu chef d'état-major, et toujours au pouvoir... Le pluriel était de trop et la modestie de la prédiction d'une cruelle pertinence ! [Alain Ricard]

FURNISS (Graham), GUNNER (Elizabeth) — **Power, Marginality and African Oral Literature.** — Cambridge, Cambridge University Press, 1995, 285 p.

Ce volume contient les actes du colloque du même nom tenu à Londres en 1991. Cette réunion avait marqué le regain d'intérêt pour les travaux sur l'oralité africaine, en présentant des études sur des sujets marqués par l'actualité de la guerre ou du conflit, comme en Somalie ou en Afrique du Sud, mais exploitant les ressources anciennes des genres oraux. Le pouvoir d'État est un acteur dans la production des textes oraux et les institutions définissent souvent un cadre de production, comme le montre bien Penina Mlama. Les images du pouvoir dans les textes, la dynamique du pouvoir créé par les textes, tout cela n'est pas oublié. On notera aussi les études qui portent sur la subversion voire le travestissement des genres comme la poésie d'éloges ou les chants des « griottes », les « super nanas » de la musique malienne, en passe de conquérir le show-business. Le colloque de Londres a été suivi d'un

autre colloque tenu à Accra en 1995 ; une série de rencontres est ainsi prévue et ce volume vient à point pour servir de base et de référence à tous ceux qui croient à l'avenir de la production des textes oraux, en Afrique et ailleurs... [Alain Ricard]

TUMA (Hama) — **The Case of the Socialist Witchdoctor.** — Oxford, Heinemann, 1993, x-227 p.

Comment évoquer la dictature et le contrôle qu'elle entend exercer sur la population sinon par une cour de justice où se constituent les délits ordinaires, le quotidien de la coercition ? L'idée est bonne et l'auteur restitue quelques-unes des situations schizophréniques que l'enrégimentement de la réalité peut susciter en ironisant sur les usages d'une langue stéréotypée censée reprendre les idéaux révolutionnaires.

Pourtant, ce ne sont pas les nouvelles où la confrontation du juge et de l'accusé prend une tonalité idéologique très marquée qui sont les meilleures. Le manichéisme de l'auteur y est trop souligné et la rhétorique libérale qu'il emploie bien naïve. Les textes les plus significatifs sont sans doute ceux qui renvoient le plus directement au quotidien et à ces illégalismes populaires (prostitution, alcoolisme, sorcellerie) qu'une dictature — toujours éclairée par essence — ne peut endiguer et même reconnaître.

Ce livre, paru après le renversement du régime de Mengistu Haïle-Mariam, constitue une tentative supplémentaire de rendre compte de la période de la Terreur rouge de la fin des années 70. Elle n'apparaît pas aujourd'hui comme la plus convaincante mais il faudra un jour relire au-delà de cet ouvrage l'ensemble du corpus qui se constitue année après année en Éthiopie et dans l'exil sur cette thématique. [Roland Marchal]